



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERREAL

Chemin de Lessard le National
71150 Chagny

Références : AV/MV/2024/C_100
Code AIOT : 0025200084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement TERREAL implanté Chemin de Lessard le National 71150 Chagny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL
- Chemin de Lessard le National 71150 Chagny
- Code AIOT : 0025200084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 3 août 2007, la société TERREAL est autorisée à exploiter une usine de fabrication de tuiles sur la commune de Chagny route de Lessard. Elle exploite également une fabrique de tuiles sur un autre site plus ancien à Chagny ville (Chagny 1).

Les deux usines sont actuellement alimentées en argile à partir des deux carrières situées à côté de l'usine nouvelle.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Valeurs limites des concentrations et des flux	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 7.6.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.2.4.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.3.7 et 4.3.9	Demande d'action corrective	3 mois
8	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 7.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées portant sur :

- le non-respect des vitesses minimales d'éjection sur les conduits n°3 et n°4 ainsi que sur les conduits n°9 et 11 ;
- l'absence de registre dans lequel sont portés les suivis des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées ;

- l'absence de registre spécial dans lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé ;
- l'absence de signalement des dispositifs d'isolement ;
- le non-respect de la valeur limite d'émission des MEST sur les deux rejets d'eaux pluviales.

Plusieurs demandes de compléments sont formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature			
Prescription contrôlée : Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°07-02956 du 03 août 2007 2003 susvisé est remplacé par le suivant:			
Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
3350	Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines	320 t/j	A
2523	Fabrication de produits céramiques et réfractaires	320 t/j	A
2640-b	Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels	18 t/j	A
2515-1-A	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits	1330 kW	E

	minéraux naturels ou artificiels		
4719-2	Stockage ou emploi d'acétylène.	280 kg	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	10000 m ²	D
2662-2	Stockage de polymères (matières plastiques, c a o u t c h o u c s , élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	500 m ³	D
1530-2	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux c o m b u s t i b l e s analogues, y compris les produits finis conditionnés	2120 m ³	DC

A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration DC : Déclaration avec contrôle périodique
Les modifications du site sont gérées via la procédure d'autorisation.

Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de changement ou de modification de ses installations depuis l'arrêté préfectoral de 2022.

Lors de la visite d'inspection en 2021, il a été constaté un volume de palettes stockées supérieur au volume maximal autorisé.

L'exploitant a indiqué en réponse à ce constat qu'avant 2017, 100% des palettes étaient perdues. Depuis mi-2017, TERREAL est passé en palettes recyclées pour les tuiles. Ces palettes sont utilisées en priorité et sont complétées avec des palettes neuves si nécessaires. TERREAL peut contrôler le flux des palettes neuves, mais n'a pas de visibilité sur le retour des palettes recyclées. Pour réduire la consommation de bois neuf et éviter de saturer et de bloquer les plateformes de recyclage, l'exploitant reprend en flux tendu toutes les palettes qui sortent de chez eux.

L'exploitant indique qu'il étudiera la possibilité de contrôler les retours des palettes recyclées afin de rester dans les limites de l'arrêté. Et que si toutefois il est constaté des incompatibilités, une démarche auprès de Monsieur le Préfet sera faite.

Depuis cette réponse, l'exploitant n'a pas effectué de démarche et le volume des palettes est resté supérieur au volume autorisé.

Constat 01-04062024-CHY2: demande de complément: l'exploitant indiquera le volume maximal de palettes présent sur l'installation et évaluera les risques associés à une augmentation du volume. Suite aux conclusions et si nécessaire, il renforcera les moyens de prévention et de protection associé à cet entreposage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra sous 3 mois le volume maximum de palettes et l'évaluation des risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limites des concentrations et des flux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 3.3									
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique									
Prescription contrôlée :									
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).									
		Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3 et 4	Conduit n°5 et 6	Conduit n°7 et 8	Conduit n°9	Conduit n°10	Conduit n°11
Poussièr es	Concen tration (mg/Nm 3)	40	40	40	40	40	40	40	40
Poussièr es	F l u x (k g / h)	2	1	2	0,5	0,3	1,2	2	2
Soufre (exprim é e n S O 2)	Concen tration (mg/Nm 3)	300	300	300	300	300	300	300	300
Soufre (exprim é e n S O 2)	F l u x (k g / h)	15	7	15	3,5	2,5	9	15	15
G a z azotés (exprim é e n N O 2)	Concen tration (mg/Nm 3)	500	500	500	500	500	500	500	500
G a z azotés	F l u x (k g / h)	25	12	25	6	4	15	25	25

(exprimé en N O 2)									
Composés gazeux chlorés (exprimé en H C l)	Concentration (mg/Nm ³)						50	50	50
Composés gazeux chlorés (exprimé en H C l)	F l u x (kg/h)						1,5	2,5	2,5
Composés gazeux fluorés (exprimé en H F)	Concentration (mg/Nm ³)						5	5	5
Composés gazeux fluorés (exprimé en H F)	F l u x (kg/h)						0,15	0,25	0,25

Constats :

L'exploitant indique que pour éviter la formation de phase de condensation et d'apparition de précipité d'acide chlorhydrique, la production de chaleur fatale fonctionne en continu. En conséquence, les analyses des émissions atmosphériques sont réalisées sur le conduit 11 uniquement.

L'inspection rappelle qu'en cas de fonctionnement hors chaleur fatale (dans le cas d'une année où la production de chaleur fatale serait arrêtée), les émissions du conduit 10 seraient également à faire contrôler.

L'exploitant a fourni les résultats des analyses réalisées sur l'ensemble des conduits en 2023.

Les campagnes de mesures sont réalisées par le laboratoire CERECO (38) sur les 10 points de rejets réglementés C1 à C10 ou C11.

L'exploitant a également transmis la synthèse des contrôles réalisés en 2021 et 2022.

Les mesures effectuées entre 2021 et 2023 en concentration et en flux horaire sont conformes aux VLE (valeurs limites d'émission) fixées par l'arrêté d'autorisation sur tous les points de rejet.

Constat 02-04062024-CHY2 : non-conformité : les vitesses minimales d'éjection sur les conduits n°3 et n°4 ainsi que sur les conduits n°9 et n°11 ne sont pas conformes.

Les vitesses minimales d'éjection des séchoirs n'étaient déjà pas conformes sur la période 2019 à 2021. En réponse à la non-conformité relevée en 2021, l'exploitant a indiqué que pour obtenir une qualité homogène de séchage ou de cuisson, les vitesses d'éjection sont reliées aux flux d'air process qui varient avec la cadence des installations. Les équipements des conduits des séchoirs accessoires et séchoirs tuiles, le jour des prélèvements et des mesures, fonctionnaient à une cadence inférieure à la cadence nominale d'où une vitesse d'éjection dans les conduits en dessous de la vitesse nominale.

Constat 03-04062024-CHY2 : demande de complément : l'exploitant indiquera si la justification fournie en 2021 explique les écarts observés entre 2022 et 2023 pour les séchoirs et les fours. Sinon, il justifiera les écarts observés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs

Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

L'assainissement autonome devra faire l'objet d'un entretien régulier comprenant la vidange des fosses septiques à faire réaliser par un prestataire agréé.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan des réseaux du site.

Le site dispose de 5 séparateurs d'hydrocarbures dont 2 récupèrent les eaux des 2 aires de dépôtage de gasoil non routier (GNR).

Le dernier curage des séparateurs a été réalisé par la société VALVERT le 28 août 2023. L'exploitant précise que cette société n'a pu réaliser qu'un écrémage des dispositifs. Le prestataire ou l'exploitant n'ont pas établi de compte-rendus d'entretien.

Constat 04-04062024-CHY2: demande de complément: l'exploitant obtiendra de son prestataire la raison pour laquelle le curage total des séparateurs n'a pas pu être réalisé.

Deux séparateurs d'hydrocarbures sont endommagés depuis plusieurs années (état connu de

l'inspection). L'absence de compte-rendu en 2023 ne permet pas de conclure sur l'état actuel des deux séparateurs.

L'exploitant indique que le litige qui l'oppose au fabricant a été réglé et qu'en 2024, il va procéder à une consultation d'entreprises pour le remplacement ou la remise en état des deux séparateurs.

L'inspection a demandé à l'exploitant la consultation des bordereaux de suivi des déchets. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas parvenu à se connecter à Trackdéchets. Il a transmis le BSD post-inspection. Ce dernier n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

L'exploitant indique que la société VALVERT réalise également régulièrement l'entretien des fosses septiques.

L'inspection a demandé à l'exploitant s'il tenait les registres demandés:

- un registre dans lequel sont portés les suivis des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées. Sur ce point l'exploitant dispose d'un fichier informatique dans lequel il reprend les résultats des analyses d'eaux réalisés annuellement.

Constat 05-04062024-CHY2: non-conformité: l'exploitant ne tient pas de registre. Toutefois le fichier présenté pourrait servir de base à un registre informatisé (indiquer les dates précises des contrôles, le laboratoire d'analyses, les séparateurs liés aux différents points de rejets...);

- un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Constat 06-04062024-CHY2: non-conformité: l'exploitant ne tient pas de registre spécifique.

Les deux registres demandés peuvent n'en faire qu'un seul s'il contient l'ensemble des éléments demandés.

A noter que les bassins et les pompes de relevage associées (entretien, suivi de l'étanchéité des bassins) sont des dispositifs à faire apparaître dans ce registre.

Le registre doit permettre de vérifier la cohérence des actions correctives ainsi que la récurrence des incidents. Le suivi des 2 séparateurs endommagés rentre typiquement dans ce registre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Consommation maximale journalière

Réseau public	30 000 m ³	120 m ³
<p>Constats :</p> <p>La consommation d'eau pour l'année 2023 est de 5 898 m³. L'exploitant indique que le site Chagny 2 recycle beaucoup d'eau et récupère les eaux de Chagny 1 pour les réinjecter dans leurs procédés. Les eaux utilisées pour les engobes sont réutilisées en préparation des terres. En 2023, les consommations hebdomadaires ne dépassent pas la consommation journalière autorisée.</p> <p>Le relevé de l'exploitant est hebdomadaire. En mai 2024, le relevé des consommations hebdomadaires ne dépasse pas 30 m³. L'exploitant indique qu'en cas de dépassement des 100 m³/j constaté, le suivi passerait en journalier.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 5 : Bassin de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 7.6.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés et de capacités respectives de 2500 et 4000 m³ avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan des réseaux. Le plan indique un volume du bassin 1 de 3383 m³ et un volume du bassin 2 de 1500 m³. Ces volumes ne sont pas cohérents avec les capacités imposées dans l'arrêté préfectoral à savoir un bassin de 4000 m³ et un second de 2500 m³. Post-inspection, le 10 juin 2024, l'exploitant a indiqué que le plan présenté lors de la visite était un plan de récolement provisoire. Il a communiqué des extraits du plan final plus récent (30 novembre 2017) qui indique que les volumes des bassins sont de bassin n°1 : 4000 m³ et bassin n°2 : 2500 m³.</p> <p>L'exploitant indique que l'étanchéité des bassins n'a jamais été vérifiée. Il a donc mandaté une étude pour le curage des bassins et la vérification de l'intégrité des géomembranes. Toutefois, les bassins ne présentent pas d'accès sécurisé pour permettre un curage en toute sécurité. La première étape pour l'exploitant est donc de sécuriser un accès aux bassins.</p> <p>Constat 07-04062024-CHY2 : demande de complément : l'exploitant transmettra un échéancier permettant de suivre l'avancement du curage des bassins et des tests étanchéité.</p> <p>Les pompes de relevage permettent d'envoyer les effluents aux fossés dans lesquels s'effectuent les rejets.</p>

L'entretien des pompes est réalisé par un sous-traitant qui procède annuellement à un contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur est la coupure des deux pompes de relevage (une à chaque bassin). En cas d'incendie ou de déversement accidentel, la procédure est la suivante : un opérateur désigné va inactiver les deux pompes de relevage via l'actionnement d'un interrupteur et pose d'un cadenas. Les coupures sont réalisées manuellement au niveau du boîtier électrique à côté des pompes.</p> <p>Constat 08-04062024-CHY2 : non-conformité : les dispositifs d'isolement ne sont pas signalés.</p> <p>L'exploitant indique qu'il existe une procédure pour l'entretien préventif des pompes de relevage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 4.3.7 et 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des milieux récepteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.7 Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:</p>

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des REJETS D'eaux (point de rejet N° 1 et 2)

L'exploitant est tenu de respecter, pour ses rejets au milieu naturel, les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)
MEST	35
DCO	125
DB05	30
Hydrocarbures totaux	5

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des analyses des 2 rejets d'eaux pluviales pour les années 2021, 2022 et 2023. Les analyses sont réalisées par le laboratoire départemental d'analyse de Côte d'Or (LDA21).

Les analyses sont conformes sauf en ce qui concerne le paramètre MES en 2021 et 2023.

Constat 09-04062024-CHY2: non-conformité: les rejets présentent des concentrations en MEST supérieures à la VLE de 35 mg/l, notamment 89 mg/l observé sur les rejets du point 2 en 2023 (supérieure à 2 x VLE).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Suite de la visite d'inspection 2021

Prescription contrôlée :

Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un état membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié selon la fréquence définie par la norme française C17-100 ou toute norme en vigueur dans un état membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Constats :

Rappel du constat 2021 :

L'exploitant fournira à l'IIC les justificatifs correspondant :

- à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention réalisées, par un organisme compétent ;
- à la vérification complète de l'installation des protections par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation ;
- à la vérification visuelle réalisée annuellement par un organisme compétent.

Réponse exploitant :

- *L'installation des dispositifs de protection et de mise en place des mesures de prévention réalisées, par un organisme compétent : L'étude foudre et les travaux de mise en conformité ont été réalisés en 2019 suite à la visite de 2018 (copie de la commande en pièce jointe).*
- *A la vérification complète de l'installation des protections par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après l'installation : La vérification n'a pas été effectuée dans les six mois suivant la mise en conformité. Nous avons demandé une prestation à l'APAVE. Nous attendons le devis et les délais de réalisation. Nous vous informerons de l'avancement de cette action dès que nous aurons les informations.*
- *A la vérification visuelle réalisée annuellement par un organisme compétent : La vérification est réalisée par la société APAVE lors de la vérification annuelle des installations électriques (copie en pièce jointe). Après rendez-vous avec le chargé d'affaires de l'APAVE, nous avons convenu de mettre en place un contrôle spécifique annuel des protections foudre.*

Constat 2024

La première vérification complète a été réalisée le 15 octobre 2021 par l'APAVE.

La dernière vérification visuelle annuelle a été réalisée par l'APAVE le 2 mai 2023. 4 non-conformités ont été constatées. L'exploitant a présenté une commande passée en 2023 auprès de la société CLEMESSY pour la mise en conformité. Toutefois, il indique que les mises en conformité n'ont pas été réalisées pour le moment.

De plus, le rapport de l'APAVE indique qu'une révision de l'analyse du risque foudre (ARF) est préconisée (modification au niveau du site par la mise en service d'une nouvelle cheminée (chaleur fatale, C11))

Constat 10-04062024-CHY2 : demande de complément : l'exploitant transmettra les justificatifs de mise en conformité à l'issue des travaux de CLEMESSY et justifiera de la commande d'une mise à jour de l'ARF.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra l'échéancier de travaux de mise en conformité puis les justificatifs de mise en conformité à l'issue des travaux de CLEMESSY. Il justifiera également de la commande d'une mise à jour de l'ARF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois